

Sur les traces d'une histoire longtemps oubliée

La conservation et la valorisation de sources de la Première Guerre mondiale aux Archives de la Ville de Bruxelles

Gonzague Pluinage

Les 8 et 9 novembre 2001, « surfant sur les vagues déferlantes, venues en partie de l'étranger, des recherches visant à renouveler l'historiographie de la Grande Guerre »¹, les Archives générales du Royaume et le Musée royal de l'Armée organisaient à Bruxelles un colloque dont l'un des principaux objectifs était de « faire connaître la richesse des sources originales concernant le premier conflit mondial conservées tant par les Archives générales du royaume et le Musée royal de l'Armée que par les autres services d'archives publics et privés »² en Belgique. A cette occasion, Anne Vandebulcke (archiviste-conservatrice de la Ville de Bruxelles) et Christian Vreugde (historien et archiviste aux Archives de la Ville de Bruxelles) dressaient un inventaire des traces de la Première Guerre mondiale conservées au service des Archives de la Ville de Bruxelles³. Premier état des lieux indispensable de documents restés longtemps oubliés des chercheurs mais qui bénéficiaient, alors, d'un récent regain d'intérêt suscité par les nouvelles tendances de la recherche historique.

Depuis la deuxième moitié des années 1990, l'étude de la Grande Guerre est à nouveau à la mode chez les historiens belges avec des travaux qui s'articulent désormais autour de la notion de « culture(s) de guerre ». Nouveau paradigme que les historiens Antoine Prost et Jay Winter définissent comme « les représentations, les sentiments, les émotions des hommes et des femmes pendant la guerre »⁴. L'histoire culturelle est « une histoire de l'intime, au sein de l'expérience la plus forte qui soit d'une collectivité nationale. C'est une histoire des pratiques signifiantes : elle étudie comment les hommes et les femmes ont conféré un sens au monde dans lequel ils vivaient »⁵. Et se posant la question de savoir si la Première Guerre mondiale a été une guerre totale - les populations des pays belligérants ayant été d'une manière ou d'une autre mobilisées pour le conflit -, les chercheurs s'intéressent désormais à la fois à l'histoire du front et à celle des sociétés de l'arrière, qu'elles aient vécu sous occupation ou en exil. Ils étudient les moyens matériels et discursifs « par lesquels les groupes sociaux et les individus ont donné un sens à la guerre et adapté leurs vies et leur langage à la situation qu'elle a créée »⁶. La vie quotidienne matérielle et émotionnelle des populations militaires et civiles est donc au centre des interrogations et les traces qui en subsistent sont le matériau de base des recherches actuelles.

Dans cette nouvelle « configuration historiographique »⁷, les documents conservés aux Archives de la Ville de Bruxelles constituent des sources privilégiées pour l'étude de multiples aspects de l'histoire de la société belge de l'arrière en général et de la vie quotidienne des habitants de la capitale en particulier. Progressivement, ces sources inédites sont sorties de l'oubli afin d'étudier de nouveaux objets qui, analysés à partir de nouvelles approches, permettent d'apporter des éléments de réponses à de nouveaux problèmes.

¹ Pierre-Alain TALLIER et Robert BOIJEN, *La Belgique et la Première Guerre mondiale. Etat des sources – Etat de la recherche. Actes du colloque des 8 et 9 novembre 2001 au Musée royal de l'Armée*, Archives générales du Royaume, Bruxelles, 2002, p. 11.

² *Idem.*

³ Anne VANDEBULCKE et Christian VREUGDE, « Les sources de la Première Guerre mondiale aux Archives de la Ville de Bruxelles », dans Pierre-Alain TALLIER et Robert BOIJEN, *op. cit.*, pp. 81-87.

⁴ Antoine PROST, Jay WINTER, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Seuil, Paris, 2004, p. 47.

⁵ *Idem.*

⁶ *Ibidem*, p. 218.

⁷ *Ibidem*, pp. 15 - 50.

Profitant - à l'instar d'autres institutions scientifiques - du dynamisme de la recherche sur la Grande Guerre, les Archives de la Ville de Bruxelles décidèrent en 2004 de reconditionner et de reclasser les fonds dont elles disposent sur le sujet. Dans un premier temps, l'objectif poursuivi était double : assurer une meilleure conservation de documents fragiles et de plus en plus souvent manipulés - mission originelle de tout centre d'archives - afin d'en améliorer l'accès aux lecteurs. Mais rapidement, au fur et à mesure de la redécouverte de ces sources est née la volonté de mettre en valeur ce patrimoine culturel bruxellois se révélant, peu à peu, d'une grande richesse.

Plutôt que de réaliser un bilan historiographique dynamique et à géométrie variable à partir des sources, je préfère, beaucoup plus modestement, dans le contexte actuel d'eupéanisation de la recherche historique autour de la Grande Guerre, faire connaître au-delà des frontières belges les documents conservés sur cet événement par les Archives de la Ville de Bruxelles et le travail réalisé par ce service pour assurer leur valorisation auprès du public.

I. Dans les coulisses de l'histoire

Deux catégories de sources concernant la Première Guerre mondiale sont conservées aux Archives de la Ville de Bruxelles : d'une part, les documents collectés pendant la guerre par des organismes ou des particuliers puis donnés ou vendus au service après la libération, et, d'autre part, ceux produits par les différents services communaux dans leur gestion quotidienne de la ville. A ces différents ensembles de traces de la Grande Guerre qui constituent les principaux fonds à consulter sur le sujet, il convient d'ajouter les importantes ressources que représentent la bibliothèque, la *Collection iconographique* et la *Collection des journaux et périodiques*.

La Collection des Archives de la Première Guerre mondiale (1914-1918)

Dès le début du conflit, la sauvegarde des documents se rapportant à celle qu'on appellera plus tard la Première Guerre mondiale préoccupe à la fois de nombreux historiens et les autorités belges. C'est pourquoi, moins d'un an après la fin des hostilités, le 15 septembre 1919, le gouvernement institue-t-il, à la demande de la Commission royale d'Histoire, la *Commission des Archives de la Guerre* chargée, avec l'aide de comités provinciaux, de « recueillir et d'inventorier les documents relatifs à la guerre et à l'occupation »⁸ dans tout le pays⁹.

Parallèlement, plusieurs villes poursuivent au niveau local ce travail de collecte et de conservation des traces de la guerre 14-18. Le 31 mai 1920, le Conseil communal de Bruxelles approuve l'organisation définitive de la « Section des archives économiques et sociales contemporaines » créée à titre provisoire le 27 mars 1919 au service des archives de la ville¹⁰. Destinée à la « réunion systématique des documents de toute nature susceptibles de servir à l'histoire contemporaine, économique, politique et sociale de la capitale »¹¹, elle est confiée jusqu'en 1938 à Maxime Fauconnier - dont on lui donnera le nom en 1949 - et s'organise autour de sept parties thématiques dont la deuxième est consacrée aux archives

⁸ Arrêté royal du 15 novembre 1919, *Moniteur Belge*, 24 décembre 1919, p. 7413.

⁹ Cette commission a été supprimée par l'arrêté royal du 15 mai 1928 et les Archives de la Guerre rattachées aux Archives générales du Royaume. Voir Pierre-Alain TALLIER, « Les "Archives de la Guerre" et les fonds associés conservés aux Archives générales du Royaume », dans Pierre-Alain TALLIER et Richard BOIJEN, *op. cit.*, p. 27.

¹⁰ Bulletin communal de Bruxelles, 1920, II, p. 392 (cette section d'archives est initiée par l'archiviste-conservateur Guillaume Des Marez).

¹¹ *Idem*.

bruxelloises de la Première Guerre mondiale. Depuis les premiers mois qui suivent la libération de la ville, et jusqu'en 1939, de nombreux documents viennent régulièrement, par des acquisitions ou des dons de particuliers, enrichir la collection du service des Archives.

A la suite du reclassement effectué en 2004, cet ensemble de documents - pour certains encore inconnus des chercheurs -, désigné initialement comme les « archives de la guerre (1914-1918) », se divise désormais en quatre parties. Trois des dons et des acquisitions qui l'ont progressivement constitué méritent, de par leur taille et/ou leur nature, d'être distingués et traités séparément : la *Collection Keym*, le fonds du Comité bruxellois de Secours et d'Alimentation et le fonds de l'*Œuvre nationale des Orphelins de la Guerre*.

1) Les Archives de la Première Guerre mondiale (1914-1918). (*Collections diverses*)

Cette première partie de la Collection des Archives de la Première Guerre mondiale regroupe, à l'exception de la *Collection Keym* et des fonds du Comité bruxellois de Secours et d'Alimentation et de l'*Œuvre nationale des Orphelins de la Guerre*, l'ensemble des documents venus régulièrement enrichir, par une multitude de dons - notamment les dons de Charles Lefebure (1920), Pierre-Victor Du Pré (1921) et Poreye (dons successifs entre 1988 et 1998) - et d'acquisitions, les collections du service des Archives de la Ville de Bruxelles dès la fin du conflit.

Les très nombreux documents qui y sont regroupés sont de natures très diverses. Il s'agit tout autant de journaux (clandestins, allemands ou belges publiés sous autorisation allemande), d'imprimés divers (déclarations officielles des autorités allemandes ou bruxelloises, tracts clandestins, programmes de concerts donnés en faveur d'œuvres de charité, de programmes de théâtre, etc.), que de nombreuses photographies et d'objets de la vie quotidienne aux couleurs belges (assiettes, tasses, sous-tasses, savons, mouchoirs, boîtes d'allumettes, pipes de Nimy, etc.), qui permettent d'appréhender, dans ses multiples aspects, la vie quotidienne des Bruxellois durant l'occupation.

2) La *Collection Keym*

Né le 29 avril 1861, Eugène Keym est échevin de Watermael lorsque le 4 août 1914 l'Allemagne envahit la Belgique¹². Endossant rapidement la charge de bourgmestre suite à la déportation de ce dernier, il administre la commune jusqu'à la fin de la guerre et tente de résister à l'occupant. Engagé dans de multiples œuvres philanthropiques, il déploie tout au long de l'occupation, et en dépit de plusieurs arrestations, une incroyable énergie pour venir en aide aux populations nécessiteuses. Il collabore avec le Comité national de Secours et d'Alimentation (C.N.S.A.) qui, grâce à l'aide internationale, collecte et organise la distribution de produits de première nécessité à la population ; il préside l'œuvre *La Grande Famille* qui, créée sous les auspices de grandes maisons de commerce bruxelloises, se charge de porter assistance aux familles des soldats belges ; il compte, enfin, parmi les membres de l'œuvre nationale *Aide et apprentissage aux invalides de la guerre*, et de l'*Œuvre nationale des Orphelins de la Guerre*.

Parallèlement à ces engagements sociaux et patriotiques, il collectionne dès le début du conflit des « souvenirs de guerre ». Méthodiquement, il recueille et achète une multitude d'objets ayant un rapport avec la guerre et l'occupation de Bruxelles. Une partie de la collection ainsi constituée est présentée au public dès le mois de juin 1919 lors d'une

¹² Aucune biographie n'est à ce jour consacrée à Eugène Keym. Voir Serge JAUMAIN et Valérie PIETTE, « Un trésor aux Archives de la Ville de Bruxelles : les caricatures de la *Collection Keym* », dans Serge JAUMAIN et Valérie PIETTE (dir.), *L'Humour s'en va-t-en guerre. Bruxelles et la caricature en 14-18*, Archives de la Ville de Bruxelles, Bruxelles, 2005, pp. 4-10.

exposition organisée au Palais d'Egmont : « Dessins, caricatures, cartes postales et surtout, des photographies précieuses, qui présentent les Allemands opérant, on sait comment au Sénat, à la Chambre, à Bruxelles et dans les faubourgs »¹³.

A son décès (1^{er} décembre 1920), la collection est entreposée dans les locaux de la firme Jules Keym située rue des Six Jetons et c'est neuf ans plus tard, en 1929, que son fils, l'architecte Maurice Keym, en fait don aux Archives de la Ville de Bruxelles.

A l'instar de la *Collection des Archives de la Première Guerre mondiale (1914-1918)*. (*Collections diverses*), la *Collection Keym* est composée de documents de toutes natures : journaux et revues, programmes de concerts et de théâtre, objets aux couleurs belges, photographies, etc. Mais l'originalité de cette collection réside dans la présence de très nombreuses caricatures allemandes et belges. Ces dernières, en couleurs et en excellent état de conservation, bien que d'une grande fragilité, esquissent avec beaucoup d'humour les contraintes découlant de l'occupation : le passage à l'heure allemande, le couvre-feu, les réquisitions, les difficultés de l'approvisionnement, les falsifications alimentaires, la résistance passive, la joie de la libération, etc. Témoignant à leur manière de ce que peut être la vie quotidienne dans une ville occupée, ces caricatures reflètent l'état d'esprit des Bruxellois entre 1914 et 1918 sans en réduire, bien au contraire, la densité, l'ambiguïté et l'évolution durant les quatre années du conflit.

3) Le fonds du Comité bruxellois de Secours et d'Alimentation

L'occupation allemande provoque la paralysie de l'économie belge et perturbe l'approvisionnement alimentaire. Dès la fin du mois d'août 1914, la pénurie se fait douloureusement sentir dans les villes, très dépendantes des campagnes pour leur ravitaillement.

Rapidement, des réseaux d'œuvres privées et communales se mettent en place au niveau local pour parer aux problèmes quotidiens. Les initiatives sont multiples, mais fort dispersées. C'est pourquoi, au début du mois de septembre 1914, à l'initiative du bourgmestre Adolphe Max et de l'industriel Ernest Solvay, est créé à Bruxelles un Comité central de Secours et d'Alimentation. Placée sous la protection et le patronage des ambassadeurs d'Espagne et des Etats-Unis, cette grande œuvre philanthropique privée et neutre se transforme dès le mois d'octobre 1914 en une organisation parfaitement structurée à l'échelon national, le Comité national de Secours et d'Alimentation (C.N.S.A.). Tout au long de la guerre, et bénéficiant de l'aide internationale collectée à l'étranger et acheminée en Belgique par la *Commission for relief in Belgium*, le C.N.S.A. centralise et organise, grâce à des comités provinciaux, l'action des œuvres existantes et, par leur intermédiaire et celui de comités locaux dans les communes, distribue vivres, vêtements et charbon à la population.

Institué sous le nom de Comité bruxellois de Secours et d'Alimentation, le comité local de Bruxelles commence à fonctionner le 17 mai 1915 dans un immeuble de la Place Sainte-Gudule mis à sa disposition par la ville¹⁴. Sous la direction d'un comité exécutif, il est essentiellement chargé « du service de distribution d'aliments, du service d'aide aux sans-travail nécessiteux et du service de secours aux familles qui ont perdu leur soutien par suite de la guerre »¹⁵. Ses archives sont déposées aux Archives de la Ville de Bruxelles le 12 juin 1919.

Le fonds est constitué des pièces comptables et administratives des différents services qui dépendent du comité : correspondance entre les services du comité et des œuvres de

¹³ *Le Soir*, 8 juin 1919, p. 2.

¹⁴ *Rapport du Comité bruxellois de Secours et d'Alimentation*, pp. 3-4, Archives de la Ville de Bruxelles, *Fonds du Comité bruxellois de Secours et d'Alimentation*, boîte 12, farde 6.

¹⁵ *Ibidem*, p. 4.

charité bruxelloises, registres divers, cartes de ménages et bons de distributions, rappels d'instructions réglementaires, imprimés vierges divers ou rapports d'activité.

4) Le fonds de l'*Œuvre nationale des Orphelins de la Guerre*

Dès le début de la guerre, et durant toute la durée du conflit, la situation des enfants fait l'objet d'une sollicitude toute particulière de la part de la charité privée et des autorités publiques. Dans la situation de pénurie qui touche le pays pendant quatre années, de nombreuses œuvres, créées avant ou après 1914, ne ménagent pas leurs efforts pour les nourrir, les vêtir et les soigner. Le 20 février 1915, une section « Aide et Protection aux Œuvres de l'Enfance » est organisée par le C.N.S.A. dans le but de venir en aide aux administrations publiques et aux institutions qui s'occupent de protéger l'enfance belge des conséquences de la guerre. Au départ, cette nouvelle section limite son action à un appui matériel aux œuvres existantes, mais rapidement ces organismes ne suffisent pas à subvenir à tous les besoins et de nouvelles associations sont alors créées : des cantines scolaires, des cantines maternelles et des gouttes de lait sont ainsi développées dans tout le pays.

Dans le même temps, le C.N.S.A. se trouve confronté au problème des orphelins dont le nombre ne cesse d'augmenter chaque année de guerre. Là encore, les initiatives en leur faveur sont nombreuses mais dispersées et insuffisantes. C'est pourquoi le C.N.S.A. fonde, le 16 mars 1915, l'*Œuvre nationale des Orphelins de la Guerre* qui, placée sous la présidence d'Adolphe Prins, président de la Commission royale des patronages et professeur à l'Université libre de Bruxelles, a pour mission « de venir en aide aux enfants dont la famille a disparu ou est désorganisée à cause de la guerre »¹⁶. Exerçant son action par l'intermédiaire de comités provinciaux et locaux auxquels ont été adjoints des spécialistes de la protection de l'enfance, l'œuvre vient en aide aux familles démunies par l'octroi d'un secours financier aux parents et/ou le placement de l'enfant chez un nourricier ou dans une institution publique ou privée. De l'action menée par cette œuvre, il reste aujourd'hui des pièces administratives de ses différentes sections pour l'agglomération bruxelloise : correspondances, rappels d'instructions réglementaires, dossiers nominatifs des ménages ou des personnes secourus, imprimés vierges divers, rapports d'activité, etc.¹⁷

Les premières études menées dans le domaine de la protection de l'enfance montrent combien la Première Guerre mondiale constitue une étape majeure¹⁸. L'ampleur des besoins nés du conflit balaie les dernières résistances opposées à l'intervention publique dans ce qui était considéré jusque là comme relevant de la sphère de la vie privée et bon nombre de mesures adoptées dans l'urgence seront conservées au lendemain de la libération, constituant la base d'une nouvelle législation sociale.

¹⁶ *Aide et Protection aux Orphelins de la Guerre (Comité national de Secours et d'Alimentation, Section : Aide et Protection aux Œuvres de l'Enfance)*, p. 4, Archives de la Ville de Bruxelles, *Collection des Archives de la Première Guerre mondiale (1914-1918)*. (Collections diverses), 60/45 : *Œuvre nationale des Orphelins de la Guerre*.

¹⁷ Ce fonds a fait l'objet d'une récente étude : Nancy FIEDLER, *Les orphelins de la guerre à Bruxelles (1914-1918). L'action menée par l'Œuvre nationale des Orphelins de la Guerre*, ULB, mémoire de licence inédit, 2005.

¹⁸ Sur ce sujet voir : Catherine JACQUES et Valérie PIETTE, « Une grande bataille : sauver l'enfance », dans Serge JAUMAIN, Michaël AMARA, Benoît MAJERUS et Antoon VRINTS, *Une guerre totale ? La Belgique dans la Première Guerre mondiale. Nouvelles tendances de la recherche historique. Actes du colloque international organisé à l'U.L.B. du 15 au 17 janvier 2003*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2005, pp. 171-182 ; Godelieve MASUY-STROOBANT, « Les enfants et la guerre », dans Serge JAUMAIN, Michaël AMARA, Benoît MAJERUS et Antoon VRINTS, *op. cit.*, pp. 157-170 ; Godelieve MASUY-STROOBANT, « Le choc de la guerre de 14-18 : une avancée pour les œuvres de l'enfance », dans Godelieve MASUY-STROOBANT et Perrine C. HUMBLET (dir.), *Mères et nourrissons. De la bienfaisance à la protection médico-sociale (1830-1945)*, Bruxelles, Labor, 2004, pp. 159-175.

Les archives administratives de la Ville de Bruxelles

Après la disparition du pouvoir central, les communes restent parmi les seules structures administratives - et les plus proches du citoyen - qui fonctionnent encore. Placées sous le contrôle de l'autorité allemande, elles continuent à gérer la ville dans cette situation d'exception. De ce fait, dans chacun des fonds dédiés à un des services de l'administration communale de la Ville de Bruxelles se retrouve un nombre important de dossiers concernant cette période charnière de l'histoire du XXe siècle.

Le maintien de l'ordre, les relations entre les autorités communales et les forces d'occupation, les nombreuses réquisitions allemandes, l'approvisionnement en denrées et produits de première nécessité, la distribution de l'aide internationale, le marché noir, la surveillance des populations belges et étrangères vivant à Bruxelles, la lutte contre la falsification des denrées, la fermeture des débits de boissons, l'établissement du couvre-feu, les autorisations accordées pour la tenue de concerts, mais aussi la vie des théâtres, la situation de l'enseignement et la vie dans les écoles communales, ou encore les tentatives de résistance de la population, les tensions qui naissent entre Bruxellois au fur et à mesure que l'occupation se prolonge, etc. : autant d'aspects de la gestion d'une ville occupée et d'exemples de l'état d'esprit de la population qui sont actuellement au cœur des questionnements heuristiques et dont on retrouve, heureusement, les traces dans les collections et les fonds communaux ; plus précisément dans les fonds du *Cabinet du Bourgmestre*, du *Secrétariat communal*, de la *Police*, de l'*Instruction publique* et de la collection des *Affiches administratives*¹⁹.

Bibliothèque et collections diverses

Le choix ayant été fait en 2004 de respecter la logique sous-tendant le travail effectué jusque-là lors des anciens classements et reconditionnements des fonds et des collections d'archives évoqués ci-dessus, certains documents, de part leur nature, sont encore conservés dans des collections thématiques préexistantes. Des photographies, des journaux, des périodiques et des brochures de guerre avaient ainsi été classés dans la *Collection iconographique*, dans la *Collection des journaux et périodiques* et dans la bibliothèque. S'il est vrai que ce type de classement déroge à la règle d'or de l'archivistique de conserver intact un fonds, une fois constaté et assumé, il peut donner aujourd'hui quelques avantages. Outre une meilleure accessibilité de l'archive, il permet de faire bénéficier ces documents des conditions de conservation et/ou de restauration spécifiques à leur nature.

II. La valorisation des sources ou l'histoire de la vie quotidienne des Bruxellois durant la Grande Guerre

Exposer la Première Guerre mondiale

S'inscrivant dans le prolongement du renouveau historiographique qui caractérise depuis une vingtaine d'années l'étude de la guerre 14-18 en Europe et en Belgique, et souhaitant mettre à la disposition du public les résultats des dernières recherches effectuées

¹⁹ En vertu de la loi du 8 décembre 1992 (modifiée le 11 décembre 1998) relative à la protection de la vie privée, la consultation des fonds de la Police et du Cabinet du Bourgmestre pour la période 1914-1918 est toujours soumise à autorisation.

dans les universités belges²⁰, les Archives de la Ville de Bruxelles et l'Université libre de Bruxelles ont organisé en 2005-2006 différentes manifestations scientifiques et culturelles dont le point d'orgue fut l'exposition *Bruxelles 14-18. Au jour le jour, une ville en guerre*²¹.

Plutôt que d'aborder l'histoire de la Grande Guerre par un chemin classique - une histoire des institutions et des événements militaires - l'exposition retraçait l'histoire méconnue d'oubliés du conflit : l'histoire du vécu et du ressenti des Bruxellois occupés²². Réalisée essentiellement à partir des collections des Archives de la Ville de Bruxelles²³, elle montrait que la guerre en Belgique ne peut se résumer aux combats militaires et aux terribles tranchées de l'Yser. Elle a également marqué la plus grande partie de la population civile dans sa vie quotidienne et ses conséquences font qu'elle doit être considérée autrement que comme une parenthèse meurtrière dans l'histoire du pays.

L'exposition s'organisait autour de deux salles. Tandis que dans la deuxième salle des extraits de témoignages étaient mis en scène au moyen de vitrines thématiques et d'agrandissements de photographies, dans la première salle était expliquée, à partir de documents d'archives, la vie quotidienne des Bruxellois durant les quatre années de l'occupation. Quatre parties thématiques et chronologiques, *Survivre, Subir, Résister* et *Libérés*, y permettaient de résumer et d'exposer, dans les grandes lignes, les problématiques de la recherche historique actuelle concernant ce que fut, pour les habitants de la capitale, la première expérience d'occupation par une puissance étrangère depuis la création du pays en 1830.

A partir du 20 août 1914 et pendant 50 mois, loin du front et sous un régime d'occupation particulièrement oppressant et humiliant, les Bruxellois tentent de survivre²⁴. La capitale occupée connaît alors une grave période de chômage et la paralysie de l'économie plonge la population dans la précarité. Se nourrir, se vêtir et se chauffer sont parmi les principales préoccupations des civils. Rapidement, un extraordinaire réseau d'œuvres privées se met en place pour parer aux problèmes quotidiens. Le C.N.S.A. en coordonne les activités et assure, avec l'aide des autorités communales, la distribution des vivres, du charbon et des vêtements récoltés à l'étranger par la *Commission for Relief in Belgium* et acheminés en Belgique. De leur côté, les Bruxellois ne sont pas en manque d'imagination : ils transforment boulevards, parcs et jardins en potagers. Ils rusent pour faire des incursions dans les campagnes avoisinantes et rapporter, au risque de se faire prendre, quelques précieuses victuailles.

²⁰ Pour un bilan historiographique voir : Michaël AMARA, Serge JAUMAIN, Benoît MAJERUS et Antoon VRINTS, « La recherche sur la Première Guerre mondiale : un champ disciplinaire en plein développement », dans Serge JAUMAIN, Michaël AMARA, Benoît MAJERUS et Antoon VRINTS, *op. cit.*, pp. 11-20 ; Eliane GUBIN, « La Grande Guerre dans tous ses états. Aperçu de la recherche historique à l'Université libre de Bruxelles », dans Pierre-Alain TALLIER et Richard BOIJEN, *op. cit.*, pp. 303-320 ; Laurence VAN YPERSELE, « La Grande Guerre et sa mémoire en Belgique : Etat de la recherche à l'Université catholique de Louvain », dans Pierre-Alain TALLIER et Richard BOIJEN, *op. cit.*, pp. 285-302.

²¹ Cette exposition organisée du 9 novembre 2005 au 20 février 2006 à l'Hôtel de Ville de Bruxelles était complétée par la réalisation d'un cahier pédagogique élaboré en collaboration avec le Centre de méthodologie universitaire de l'ULB et toujours disponible sur le site du Centre interdisciplinaire de Recherche sur l'Histoire de Bruxelles : www.ulb.ac.be/phil/cirhibru.

²² La rédaction de cette partie s'est appuyée, entre autres, sur le matériel réalisé collectivement par les membres du comité d'organisation de l'exposition : Didier DEVRIESE (ULB), François FREDERIC (ULB), Jean HOUSSIAU (AVB), Serge JAUMAIN (ULB), Valérie PIETTE (ULB), Gonzague PLUVINAGE (AVB), Thérèse SYMONS (AVB) et Anne VANDENBULCKE (AVB). Qu'ils en soient tous ici remerciés.

²³ Pour ce projet, les Archives de la Ville de Bruxelles et l'Université libre de Bruxelles ont pu bénéficier de l'aimable collaboration des Archives générales du Royaume et de l'Etat dans les provinces, du Musée royal de l'Armée, du Service des Archives du Centre public d'Aide sociale de la Ville de Bruxelles et de collectionneurs privés.

²⁴ Voir l'*Historia Bruxellae* n° 8 : Serge JAUMAIN, Valérie PIETTE et Gonzague PLUVINAGE, *Bruxelles 14-18. Au jour le jour, une ville en guerre*, Musée de la Ville de Bruxelles, Bruxelles, 2005.

Pour les Bruxellois comme pour la majorité des Belges, l'expérience quotidienne de l'occupation est donc traumatisante, faite de privations, de mesures administratives parfois vexatoires et d'une multitude de petits signes indiquant que le pays est sous domination étrangère. Dans les rues de la capitale, l'occupation se marque par la présence d'uniformes allemands et de nombreuses affiches qui couvrent les murs de la ville, donnant à lire, outre des nouvelles faussées de la guerre, les nombreux arrêtés pris par les nouvelles autorités et qui restreignent la liberté des Bruxellois. En mars 1915, la population se voit imposer les premiers certificats d'identité, élément clé d'une politique visant à contrôler plus étroitement les habitants. Chaque individu âgé de plus de 15 ans doit désormais être en possession d'un de ces certificats, ancêtres des cartes d'identités modernes. Les déplacements sont contrôlés et le plus souvent interdits. Les nouvelles provenant de l'extérieur sont aussi rares que les pommes de terre ou le beurre. On vit à « l'heure allemande » et les jours sont rythmés par les réquisitions et les mesures sans cesse plus restrictives édictées par l'occupant.

Le régime d'occupation rend impossible toute manifestation publique et collective de patriotisme. Pourtant, l'esprit de résistance reste vivace dans la majorité de la population. A leur manière, discrète, souvent humoristique mais toujours percutante, les Bruxellois posent une série de petits gestes, anodins en apparence mais qui ne trompent personne : porter des insignes patriotiques, lacérer les affiches administratives allemandes, etc. Leur objectif : rappeler à l'occupant qu'il est bel et bien sur un territoire occupé dont la population ne baisse pas les bras. La résistance peut aussi prendre des formes plus organisées et vigoureusement combattues par les Allemands : impression et diffusion de journaux et de tracts clandestins, développement de réseaux de renseignements et d'évasion. Néanmoins, chaque Bruxellois n'est pas un patriote agissant. Certains sont indifférents et une minorité de la population s'accommode de la présence allemande et en tire d'indéniables profits. Les « activistes » partisans de la *Flamenpolitik* des Allemands, qui veut notamment imposer le Flamand comme langue administrative à Bruxelles, les « accapareurs » et les « profiteurs » qui s'enrichissent grâce à la situation de pénurie, sont accusés de trahir l'union nationale. Des tensions naissent et se développent entre Bruxellois, tensions qui vont déterminer en partie le comportement de la population à la libération.

Bruxelles est libérée en novembre 1918 mais les signes du départ de l'occupant sont visibles dès la mi-octobre : les familles de fonctionnaires allemands quittent précipitamment la ville et des dizaines de milliers de soldats fuyant devant l'avancée des troupes alliées transitent par la capitale. Dans cette atmosphère de débâcle militaire intervient en Allemagne la révolution qui abolit, le 8 novembre, le régime impérial. Comme dans d'autres villes, un conseil révolutionnaire de soldats allemands est créé à Bruxelles et met un terme au régime du Gouvernement général. Une agitation extrême règne dans les rues : des Bruxellois fraternisent avec les révolutionnaires et des fusillades éclatent entre des officiers demeurés fidèles à l'empereur et des soldats révoltés. En l'absence d'un pouvoir capable d'imposer son autorité, un climat chaotique persiste jusqu'au 17 novembre, jour du départ des derniers occupants et de la libération officielle de la ville. En compagnie des premiers soldats belges et alliés revenus du front, les Bruxellois fêtent leur liberté retrouvée. Le 22 novembre, le roi entre dans la capitale à la tête de l'armée. Mais la libération « n'est pas une fête de fraternisation totale »²⁵. Dans les semaines qui suivent l'armistice, tous ceux qui sont accusés d'avoir profité de la présence de l'occupant sont pourchassés.

Pour chacune des quatre parties de l'exposition, le principe scénographique était identique : en regard de documents d'archives exposés dans des vitrines (photographies, cartes de ménages, sacs de farine provenant des Etats-Unis, affiches administratives, certificats d'identité, objets patriotiques, etc.) était présenté un échantillon thématique de

²⁵ Sophie DE SCHAEPDRIJVER, *La Belgique et la Première Guerre mondiale*, P.I.E.-Lang, Bruxelles, 2004, p. 288.

reproductions de caricatures de la *Collection Keym*. Réalisées par des artistes bruxellois durant l'occupation, et circulant le plus souvent sous le manteau, ces caricatures sont aujourd'hui un témoignage précieux pour tenter de saisir l'état d'esprit de la population entre 1914 et 1918.

Par la dérision, voire l'auto dérision, la caricature permet de mieux vivre une situation quotidienne difficile. De l'ensemble des dessins conservés dans la *Collection Keym*, ceux qui illustrent et dénoncent avec humour les contraintes imposées par l'occupant - les files devant les magasins d'alimentation, le rationnement, l'apparition de produits de substitution (margarine, rutabagas, etc.), les trésors d'imagination déployés par les Bruxellois pour cuisiner avec presque rien, les nombreuses réquisitions allemandes, le passage à « l'heure allemande », etc. - sont de loin les plus nombreux. Néanmoins, au-delà de son aspect humoristique, la caricature peut également véhiculer un message. Ces dessins satiriques nomment des coupables et désignent les victimes. De ce fait, ils témoignent des rancœurs qui s'accumulèrent contre l'occupant, certes, mais aussi, l'occupation se prolongeant, entre compatriotes. Qu'ils soient marchands ou paysans, les « profiteurs » et les « accapareurs », accusés de profiter de la situation de disette pour réaliser de juteuses affaires en vendant au marché noir leurs produits à des prix prohibitifs, sont omniprésents dans l'imaginaire collectif. Plusieurs caricatures les présentent ainsi comme de « nouveaux riches », recevant leurs clients assis sur d'énormes sacs qui débordent d'un argent honteusement gagné et accumulé. La violence de la critique est parfois telle que dans certains dessins ils sont mis sur le même pied que l'occupant. Mêmement, les femmes soupçonnées d'avoir des relations avec des Allemands et la poignée d'activistes flamands qui a tenté de profiter de la *Flamenpolitik* des autorités allemandes pour voir aboutir certaines de leurs revendications d'avant-guerre, sont désignés par les caricaturistes comme des ennemis de la patrie.

Le « ressenti » perceptible dans ces dessins devait répondre au « vécu » expliqué dans les vitrines et permettre au visiteur d'appréhender ce que signifie vivre dans une ville occupée. Mais au-delà de cet objectif, l'exposition, en tentant de synthétiser la richesse des approches des études récentes sur la Première Guerre mondiale, devait montrer comment, à partir de l'histoire du « home front », la Belgique qui sort du conflit est un tout autre pays que celui surpris par l'invasion allemande en août 1914. Par l'ampleur de ses conséquences sur l'ensemble de la population belge, le premier conflit mondial constitue bel et bien une rupture majeure dans l'évolution sociale, politique, économique, culturelle et intellectuelle du pays. Comme le soulignent Michaël Amara, Serge Jaumain, Benoît Majerus et Antoon Vrints dans leur introduction à la publication des actes du colloque organisé en janvier 2003 par le Centre d'Etudes et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines (CEGES) et l'Université libre de Bruxelles, « qu'il s'agisse du rôle de l'Etat (qui entre plus que jamais dans la sphère du privé), des rapports de genre, des relations entre l'université et la société, des références des intellectuels, etc., la société belge s'est profondément transformée pendant la guerre »²⁶.

Pour conclure l'exposition, l'évocation des cérémonies collectives d'après-guerre - les funérailles solennelles du 15 juin 1919 pour les Bruxellois fusillés par les Allemands pendant l'occupation, la cérémonie du 11 avril 1920 en l'honneur des anciens combattants bruxellois, l'arrivée du Soldat inconnu à la Colonne du Congrès le 11 novembre 1922, etc. - permettait de souligner l'existence d'une volonté patriotique du souvenir où se mêlaient haine du boche et reconnaissance envers les soldats et les civils morts pour la patrie. Il était intéressant de montrer comment ces manifestations, indispensables au travail de deuil et au besoin de donner un sens aux souffrances endurées pendant quatre années, contribuèrent à la construction d'une mémoire collective de la guerre dont les malheurs vécus par les populations civiles furent exclus. Un oubli assourdissant qui pèsera longtemps sur l'écriture de l'histoire et étouffera les

²⁶ Michaël AMARA, Serge JAUMAIN, Benoît MAJERUS et Antoon VRINTS, *op. cit.*, p. 18.

voix de ceux qui, à l'instar de l'écrivain belge Georges Rency (1875-1951), tenteront de le réparer : « On se prépare à élever sur nos places d'innombrables monuments en l'honneur de ceux, qui, pendant la guerre, par leur héroïsme, leur dévouement, leur abnégation, ont exalté, à la face du monde étonné, les qualités de notre race. Songera-t-on à commémorer quelque part le zèle obscur de la ménagère belge ? Elle n'a pas été étrangère à l'obtention de la victoire ; sans elle, sans son labeur tenace, sans ses modestes talents domestiques, le « civil » aurait-il tenu comme il a tenu en Belgique ? On se dispose - et c'est justice - à dédier un peu partout des stèles aux poilus de toutes les nations alliées. Il serait légitime et de stricte équité que la pierre et le bronze magnifiassent également l'héroïsme simple de l'épouse et de la mère »²⁷.

Guerre et création musicale

L'organisation d'un concert a accompagné la tenue de l'exposition²⁸. De la même manière qu'elle influence la science, la médecine ou la littérature, la guerre marque l'œuvre des compositeurs. Les grands mélodistes français, comme Ravel ou Debussy, sont profondément touchés par les affres du front et les souffrances des populations civiles. Après le conflit, Prokofiev ou Ravel écriront toujours en l'honneur des blessés, par exemple pour le pianiste viennois Paul Wittgenstein, revenu manchot des champs de bataille. L'idée du concert reposait sur la volonté de mettre les différentes facettes d'une époque en résonance : le répertoire musical n'est-il pas aussi le reflet d'angoisses, de craintes que l'ont tente d'exorciser et d'espoirs auxquels on se rattache ? Comment comprendre les indications de genre, comme « rêveusement » ou « tristement » ?

Aux côtés de créations du répertoire, aujourd'hui classique, de cette époque, quelques pièces composées par des Bruxellois et éditées dans la capitale au profit d'œuvres charitables ont été réinterprétées. Tombées dans l'oubli, ces mélodies et pièces pour piano, dont les partitions sont conservées aux Archives de la Ville de Bruxelles, doivent être replacées dans leur contexte historique et musicologique : avec leurs harmonies simples, mélangeant musique classique et variété, ces œuvres émouvantes ont contribué, au cœur de la guerre et sous l'occupation, à soutenir le moral de la population. Elles ont par ailleurs participé à l'émergence d'une mémoire collective glorifiant le soldat martyr, la veuve éplorée, l'enfant orphelin et le roi chevalier.

Publications de sources

Parallèlement à l'organisation de l'exposition, les Archives de la Ville de Bruxelles ont publié deux éditions de sources dans leur collection *Fontes Bruxellae*²⁹.

La publication de quelques-unes des milliers de caricatures contenues dans la *Collection Keym* a accompagné l'ouverture de l'exposition³⁰. De par leur nature, ces sources permettent d'apporter un autre regard sur la Grande Guerre. Si une majorité de ces dessins résumait en quelques coups de crayon la vie quotidienne de la population de la capitale durant l'occupation, d'autres thèmes sont également fréquemment abordés. Ainsi, à côté de la dénonciation humoristique des contraintes imposées par l'occupant, les réquisitions, la

²⁷ Georges Rency, *La Belgique et la guerre*, t. 1 : *La vie matérielle de la Belgique durant la guerre mondiale*, Bruxelles, 1924, p. 42.

²⁸ Concert organisé le 16 décembre 2005 à l'Hôtel de Ville de Bruxelles avec la précieuse collaboration de l'association des *Amis du Musée*. Les musiciens étaient Evelyne Bohén, soprano et Mariano Ferrández, pianiste.

²⁹ Créée en 2005, la collection *Fontes Bruxellae* propose des éditions de sources bruxelloises du Moyen Âge à nos jours en français et en néerlandais.

³⁰ Serge JAUMAIN et Valérie PIETTE (dir.) *L'Humour s'en va-t-en guerre. Bruxelles et la caricature en 14-18*, Archives de la Ville de Bruxelles, *Fontes Bruxellae* n° 2, Bruxelles, 2005, 126 p.

pénurie, le passage à l'heure allemande, etc., de nombreuses caricatures mettent en scène Guillaume II, les soldats allemands et les atrocités commises lors de l'invasion, les déportations de chômeurs durant l'hiver 1916-1917, etc.

Ces près de deux mille caricatures font, sans aucun doute, partie du patrimoine culturel belge, européen, voire mondial. L'édition complète de cette collection devrait un jour être envisagée. La démarche ayant présidée à la présente publication, *L'Humour s'en va-t-en guerre. Bruxelles et la caricature en 14-18*, se veut néanmoins beaucoup plus limitée. L'objectif est ici de mettre en exergue quelques caricatures liées à des thèmes incontournables de l'occupation de Bruxelles en 14-18 : les légendes et les mythes véhiculés en temps de guerre, la propagande, le ravitaillement alimentaire, les falsifications de produits alimentaires, les nombreuses et diverses réquisitions allemandes, les populations déplacées - réfugiées et déportées -, le chômage, le maintien de l'ordre, la vision de l'allemand, l'aide internationale et la libération. Autant de problématiques qui constituent les différents chapitres de l'ouvrage et permettent, grâce aux analyses d'historiens spécialistes de la Première Guerre mondiale, d'illustrer les tendances les plus récentes de la recherche historique.

Dans la continuité de cette valorisation de sources jusque là inconnues et permettant d'appréhender l'expérience de guerre des Bruxellois en 14-18, les Archives de la Ville de Bruxelles ont publié en 2006 le journal de guerre de Paul Max³¹, conservé dans leurs collections depuis 1920³². Homme de lettres bruxellois (1884-1944) et cousin du bourgmestre de la capitale belge Adolphe Max, Paul Max rédige au fil des jours des notes sur l'occupation de la ville. Ecrite d'une certaine manière en « temps réel », cette chronique, à l'instar des caricatures conservées dans la *Collection Keym*, donne une image complexe et parfois inattendue de la vie des Bruxellois durant les quatre années de la présence allemande. Comme le souligne Sophie De Schaepdrijver dans sa préface à cette édition de source, cette chronique « met en exergue la monotonie des jours de guerre (les "crises rumorales" récurrentes, la misère matérielle), mais aussi les aspects contradictoires de l'existence sous l'occupation. (...) Les notes de Max ne donnent guère l'image d'un "front de l'intérieur" tout en solidarité sociale et abnégation, et héroïquement soudé contre la "botte allemande" »³³. Bien au contraire, elle « donne plutôt l'impression d'être envahie par une sensation croissante de désintégration et d'angoisse face au temps gaspillé »³⁴.

Conclusion

Ces deux éditions de sources sont aujourd'hui les signes visibles du travail patiemment poursuivi depuis plusieurs années par le service des Archives de la Ville de Bruxelles pour faire connaître les traces encore existantes d'un temps qui fut longtemps perdu. Face à l'intérêt suscité par le temps de l'histoire militaire, institutionnelle et diplomatique, le temps de la vie quotidienne des populations civiles de l'arrière est resté ignoré par les historiens jusqu'à la moitié des années 1990. Complétant l'exposition *Bruxelles 14-18. Au jour le jour une ville en guerre*, elles s'inscrivent dans les voies de la recherche historique actuelle et tentent de faire saisir une part, même infime, de ce qui apparaît toujours comme « l'incompréhensible »³⁵ : comment des hommes et des femmes ont pu vivre quotidiennement, durant quatre années, cette situation extraordinaire ? Problématique qui,

³¹ *Journal de guerre de Paul Max. Notes d'un Bruxellois pendant l'occupation (1914-1918)*, Benoît Majerus et Sven Soupart, Archives de la Ville de Bruxelles, *Fontes Bruxellae* n° 3, 2006.

³² Archives de la Ville de Bruxelles, *Collection des Archives de la Première Guerre mondiale (1914-1918)*. (*Collections diverses*), 67.

³³ *Journal de guerre de Paul Max...*, *op. cit.*, p. VII et VIII.

³⁴ *Idem*.

³⁵ Jean-Baptiste DUROSELLE, *La Grande Guerre des Français. L'incompréhensible*, Paris, Perrin, 1994.

comme le rappellent les historiens Serge Jaumain et Valérie Piette est « d'une brûlante actualité dans le monde d'aujourd'hui et qui permet en même temps de faire réfléchir sur l'évolution de nos sociétés, en rappelant que Bruxelles, elle aussi, connut un jour les affres de l'occupation »³⁶. L'expérience de 14-18 de Bruxelles étant d'autant plus singulière que, on l'oublie trop souvent, elle est une des seules capitales d'Europe, et la plus grande ville du continent, à vivre tout le conflit sous occupation. Expérience de guerre qui mérite d'être comparée, dans une approche d'histoire à la fois sociale et culturelle, à celle d'autres capitales en guerre comme Paris, Londres ou Berlin.

Avril 2007

³⁶ *L'Humour s'en va-t-en guerre...*, *op. cit.*, p. 8.